

DOMENICO LOSURDO, POUR UNE CONTRE-HISTOIRE DU LIBÉRALISME

Domenico Losurdo est l'un des philosophes qui ont contribué à relire radicalement la tradition libérale, depuis ses paradoxes fondamentaux (l'exploitation des colonies et de la classe ouvrière) jusqu'à ses conséquences les plus funestes au xx^e siècle (le génocide nazi). Encore peu connu en France, il occupe une place centrale sur la scène intellectuelle transalpine. Par **DANIEL ZAMORA***

Né en 1941, **Domenico Losurdo** est directeur de l'Institut de sciences philosophiques et pédagogiques « Pasquale Salucci » de l'université d'Urbino, dans laquelle il enseigne l'histoire de la philosophie. Il a publié une vingtaine d'ouvrages en italien, dont la moitié ont été traduits en français, parmi lesquels *Le Pêché originel du xx^e siècle* (trad. de J.-M. Goux, Bruxelles, Aden, 2007), *Fuir l'histoire?* (trad. de L. Acone, Paris, Delga, 2007) et, plus récemment, *Staline : histoire et critique d'une légende noire* (trad. de M.-A. Patrizio, Bruxelles, Aden, 2011).

***Daniel Zamora** est chercheur en sociologie à l'Université libre de Bruxelles. Ses recherches portent sur la pauvreté, la justice sociale et le marxisme.

Domenico Losurdo est aujourd'hui l'un des philosophes italiens les plus importants dans son pays. Encore méconnu auprès du public francophone, son travail commence cependant à faire l'objet d'un intérêt croissant. Cet intérêt tient notamment au fait que ses livres ne sont pas simplement des livres d'histoire ou de philosophie. Dans la majorité de ses travaux, Losurdo mélange de manière originale philosophie, histoire des idées, histoire économique, histoire politique et histoire sociale. Ce mélange permet à l'auteur de rompre avec des travaux historiques souvent anecdotiques ou, pour reprendre la formule de Marx, établissant tout au plus « *une collection de faits sans vie*¹ ».

Cette approche lui a permis d'aborder d'une manière toujours innovante et stimulante les questions les plus importantes de notre époque (libéralisme, nazisme, colonialisme, socialisme...). Écrites d'une manière non chronologique, les « contre-histoires » de l'intellectuel italien permettent plus généralement de repenser les catégories conceptuelles et méthodologiques de l'historiographie contemporaine. Ces clés de lecture, bien que souvent déterminantes, ne font pourtant que rarement l'objet d'un réel intérêt auprès des historiens dominants qui rejettent de manière méprisante toute forme de débat « idéologique ». Cependant, leur histoire événementielle, refusant toute forme de réflexion engagée ou philosophique, bien loin de s'en affranchir, reproduit le plus souvent les lieux communs et les concepts de l'histoire officielle. Comme l'écrivait Engels en son temps, « *ceux qui vitupèrent le plus la philosophie sont précisément esclaves des pires restes vulgarisés des pires doctrines philosophiques*². » Loin d'être simplement des « contre-histoires », les écrits de Domenico Losurdo nous renvoient ainsi à Hegel, Marx, Lénine ou Gramsci, non pour faire une histoire idéologique, mais précisément pour faire sortir l'histoire d'une idéologie qu'elle cherche désespérément à masquer : l'idéologie réactionnaire du capitalisme mondialisé. C'est donc armé de ses travaux, d'abord philosophiques, sur Hegel, Nietzsche ou Heidegger, que Losurdo s'attaque à l'histoire du xx^e siècle.

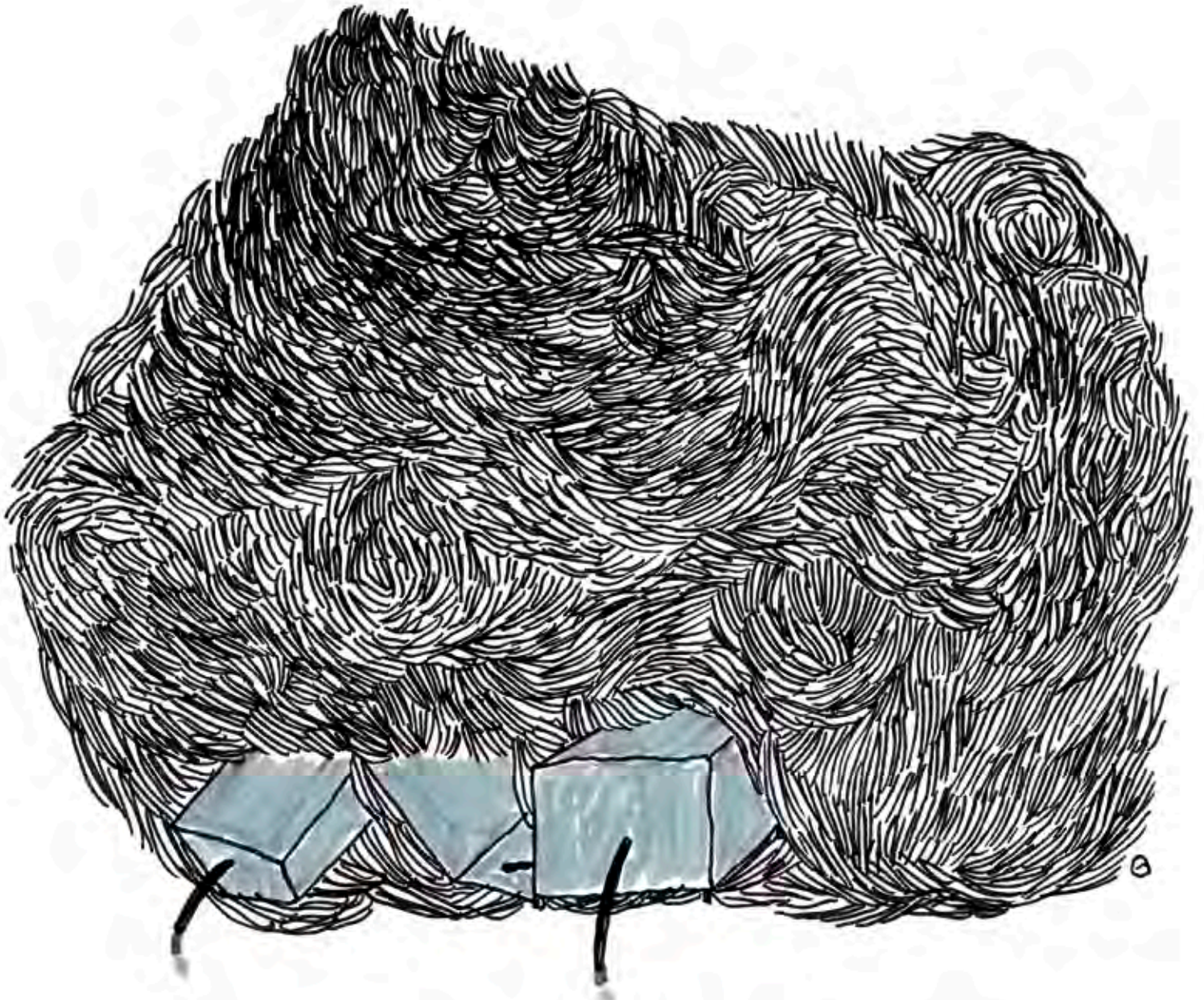
Il déconstruit ainsi un à un les mythes fondateurs de l'historiographie dominante : le caractère exceptionnel du nazisme, au prix du refoulement de toute l'entreprise coloniale³ ; l'histoire romantique

d'un libéralisme prétendument émancipateur⁴, celui de la démocratie électorale et parlementaire⁵ ; et, enfin, l'équation Hitler-Staline, fondée sur la catégorie du « totalitarisme » et sur une histoire conduite par des « monstres⁶ ». L'importance du travail de Losurdo dépasse largement le cadre des événements qu'il étudie : c'est une conception différente du travail historique qu'il nous livre, une conception qui cherche à faire sortir l'histoire de son sommeil politique pour lui rendre sa fonction subversive.

Le philosophe italien précisait ainsi que « *la mémoire historique est l'un des deux terrains fondamentaux où se mène la lutte de classe au plan idéologique*⁷ ». Cette phrase, simple et importante à la fois, nous éclaire sur le fil rouge du travail de Losurdo, sur la colonne vertébrale de son œuvre philosophique, historique et politique que nous ne pourrions malheureusement qu'esquisser très sommairement ici.

Une contre-histoire du libéralisme

Son livre sur la contre-histoire du libéralisme est probablement l'un des ouvrages les plus importants de Losurdo. Si ce livre sera certainement lu et commenté comme une sorte de « livre noir du libéralisme », sa contre-histoire en est cependant très éloignée. Elle vise plutôt à questionner l'idéologie libérale et ses concepts fondateurs. En effet, si l'individu et la liberté sont au centre de la pensée libérale, son histoire réelle, elle, semble *a priori* en contradiction avec les idées de Mills, de Tocqueville ou de Locke telles qu'on nous les présente généralement. Le libéralisme développe ainsi des concepts qu'il « *s'avère complètement incapable de penser jusqu'au bout dans une dimension universelle*⁸ ». Pour Losurdo, le libéralisme est alors « *une tradition de pensée dans laquelle l'exaltation de la liberté va de pair avec de terribles clauses d'exclusion au détriment de la classe ouvrière et, surtout, des peuples colonisés*⁹ ». La démocratie et la liberté seront alors essentiellement réservées à une élite particulière, que certains auteurs américains ont appelé une « *Herrenvolk democracy* », c'est-à-dire une démocratie qui ne vaut que pour le « *peuple des seigneurs* ». Ainsi peut-on vraiment – comme c'est le cas aujourd'hui – penser le libéralisme sans préciser que John Locke, père du libéralisme, légitime l'esclavage dans les colonies et est actionnaire de la Royal African Company, l'entreprise anglaise qui gère le trafic et le commerce



des esclaves noirs ? Et, au-delà des figures intellectuelles, comment ne pas remarquer le rôle des pays qui sont censés incarner le mieux la tradition libérale ? Ainsi, comme l'explique Losurdo, l'un des premiers actes de politique internationale de l'Angleterre libérale, née de la Glorieuse Révolution de 1688-1689, sera de « *s'assurer le monopole du trafic d'esclaves noirs*¹⁰ ». On pourrait encore citer le rôle de l'esclavage dans l'histoire des États-Unis, où « *durant 32 des 36 premières années de la vie des États-Unis, la présidence du pays a été occupée par des propriétaires d'esclaves. Et ce n'est pas tout. Durant plusieurs décennies, le pays s'est dédié à exporter l'esclavage avec le même zèle avec lequel ils exportent aujourd'hui la « démocratie » : au milieu du XIX^e siècle, ils ont réintroduit l'esclavage au Texas, récemment arraché au Mexique par une guerre*¹¹. » Le sort des peuples colonisés et des « *races inférieures* », loin d'être un « *égarement* » des « *valeurs* » des pères du libéralisme, constitue le fondement de leur propre liberté de propriétaires.

Il convient également de ne pas oublier la solution apportée par le libéralisme à la question sociale naissante pendant la Révolution industrielle. Dans toute l'Europe, c'est l'enfermement disciplinaire et le travail forcé des pauvres qui constitua la solution du XVII^e siècle à la crise économique. Les principaux penseurs libéraux justifiaient alors ces institutions disciplinaires comme des moyens de « *corriger* » et d'« *éduquer* » les paupérisés. Pour Locke, il semblait alors évident que le dénuement moral des pauvres résidait dans leur dégénérescence individuelle, si bien qu'il préconisait d'envoyer directement au travail les enfants des familles pauvres, et cela, dès l'âge de trois ans. Jeremy Bentham va, quant à lui, développer « *le plan d'utiliser à grande échelle les indigents pour faire fonctionner un mécanisme imaginé par son frère Samuel, encore plus inventif que lui, pour travailler le bois et le métal.* » L'idée leur vint ainsi « *d'employer des prisonniers plutôt que de la vapeur*¹² ».

Les pauvres sont alors perçus comme « moralement dégénérés » et enfermés dans des conditions terrifiantes. Il est à ce titre important de se rappeler de la description quasi ethnographique des conditions de vie de la classe ouvrière anglaise qu'Engels établissait en 1844, décrivant minutieusement la vie dans les « *workhouses* ». Ces institutions où « même le régime des prisons est en moyenne meilleur si bien que fréquemment les pensionnaires de ces maisons se rendent volontairement coupables de quelque délit afin de pouvoir aller en prison. [...] Car la maison de travail est également une prison, quiconque n'accomplit pas son quantum de travail n'a rien à manger ; quiconque veut sortir doit en demander d'abord la permission, et on peut la lui refuser selon sa conduite, ou selon l'avis de l'inspecteur [...] ; les pauvres portent un uniforme de la maison de travail et sont entièrement sous la coupe de l'inspecteur¹³. »

Cette attitude à l'égard des classes laborieuses renvoie en réalité aux pratiques coloniales au sein même de la métropole. Cette approche radicale des contradictions inhérentes au libéralisme devient alors fondamentale pour Losurdo afin de comprendre la « catastrophe » du xx^e siècle.

Nazisme, communisme et histoire coloniale
Un courant non négligeable de l'historiographie contemporaine a tenté de chercher dans la révolution bolchevique le péché originel du xx^e siècle. Selon celle-ci, le nazisme et son génocide « racial » n'auraient été, en réalité, qu'une réponse au génocide de « classe » initié par les bolcheviques. Pour Losurdo, cette version réactionnaire de l'histoire a une double fonction idéologique ; tout d'abord, mettre sur un même pied communisme et nazisme sous l'idée du « totalitarisme », et, ensuite, refouler l'histoire coloniale que Losurdo saisit comme un

EXTRAIT LA « LIBERTÉ AMÉRICAINE » ET L'ESCLAVAGE

« L'histoire de l'Occident se trouve en face d'un paradoxe, que l'on peut comprendre par l'histoire de son pays-guide actuel : la démocratie dans la sphère de la communauté blanche s'est développée en même temps que les rapports de réduction en esclavage des Noirs et de déportation des Indiens. Pendant trente-deux des trente-six premières années de vie des États-Unis, ce sont des propriétaires d'esclaves qui détiennent la présidence, et ceux qui élaborent la déclaration d'Indépendance et la Constitution sont aussi propriétaires d'esclaves. Sans l'esclavage (et la ségrégation raciale qui s'en suit), on ne peut rien comprendre à la « liberté américaine » ; les deux grandissent ensemble, l'un soutenant l'autre. Si l'"institution particulière" assure déjà le contrôle inébranlable des classes "dangereuses" sur les lieux de production, la frontière mobile et l'expansion progressive à l'Ouest désamorcent le conflit social en transformant un prolétariat potentiel en une classe de propriétaires terriens, mais aux dépens de populations condamnées à être repoussées ou balayées. Après le baptême de la guerre d'Indépendance, la démocratie américaine connaît un développement ultérieur, dans les années 1830, avec la présidence Jackson : la suppression presque totale des discriminations censitaires

à l'intérieur de la communauté blanche va de pair avec l'impulsion vigoureuse donnée à la déportation des Indiens et avec la montée d'un climat de ressentiment et de violence à l'égard des Noirs. On peut aussi faire une remarque analogue sur ce qu'on appelle l'"âge progressiste" qui, partant de la fin du xix^e siècle, embrasse les trois premiers lustres du xx^e siècle : il est certes caractérisé par de nombreuses réformes démocratiques (qui assurent l'élection directe du Sénat, le secret du vote, l'introduction des primaires et l'institution du référendum, etc.), mais constitue en même temps une période particulièrement tragique pour les Noirs (cibles de la terreur des bandes du Ku Klux Klan) et les Indiens (dépouillés des terres qui leur restaient et soumis à un processus d'homologation impitoyable qui a pour but de les priver de leur identité culturelle).

À propos de ce paradoxe qui caractérise l'histoire de leur pays, des spécialistes américains éminents ont parlé de *Herrenvolk democracy*, c'est-à-dire d'une démocratie qui ne vaut que pour le "peuple des seigneurs" (pour utiliser le langage que chérira plus tard Hitler). La nette ligne de démarcation, entre Blancs d'une part, Noirs et Peaux Rouges de l'autre, favorise le développement de rapports d'égalité à l'intérieur de

la communauté blanche. Les membres d'une aristocratie de classe ou de couleur tendent à s'autocélébrer comme des "pairs" ; la nette inégalité imposée aux exclus est l'autre face du rapport de parité qui s'instaure entre ceux qui jouissent du pouvoir d'exclure les "inférieurs".

La catégorie de *Herrenvolk democracy* peut aussi être utilisée pour expliquer l'histoire de l'Occident dans son ensemble. Entre la fin du xix^e et le début du xx^e siècle, l'extension du suffrage en Europe va de pair avec le processus de colonisation et avec l'imposition de rapports de travail servile et semi-servile aux populations assujetties ; le gouvernement de la loi dans la métropole s'intrique étroitement à la violence et à l'arbitraire bureaucratique et policier et avec l'état de siège dans les colonies. C'est en dernière analyse le même phénomène que celui qu'on constate aux USA, il est seulement moins évident dans le cas de l'Europe du fait que les populations coloniales, au lieu de résider dans la métropole, sont séparées de celle-ci par l'océan. »

Domenico Losurdo, *Le Péché originel du xx^e siècle*, trad. de J.-M. Goux, Bruxelles, Aden, 2007, p. 19-21.

élément fondamental qui constitue souvent l'impensé de l'horreur nazie. Il rappelle ainsi la thèse peu connue que Hannah Arendt avait développée dans son ouvrage sur l'impérialisme, selon laquelle c'est dans les empires coloniaux que se manifeste pour la première fois réellement l'univers concentrationnaire. Elle ira jusqu'à définir le nazisme comme « *l'impérialisme le plus horrible que le monde ait connu* ». Losurdo énumère un à un les massacres à l'égard des peuples coloniaux, comme la réduction la population du Congo d'une trentaine de millions à 8 millions entre 1890 et 1911, ou rappelle les mots de Théodore Roosevelt, de l'autre côté de l'Atlantique, quand il entreprend « *le difficile travail de civiliser des territoires barbares* » et « *des races inférieures* ». Le président américain semblait presque amusé de l'extermination des Indiens-Américains lorsqu'il déclare : « *Je ne vais pas jusqu'au point de croire que les bons Indiens sont seulement des Indiens morts, mais je crois qu'il en est ainsi de neuf sur dix d'entre eux ; du reste, je ne voudrais même pas fouiller trop à fond pour le dixième.* » On précise d'ailleurs rarement que Hitler, dans ses conversations informelles, se réclamait de la « *guerre contre les Indiens* » pour légitimer la guerre d'extermination qu'il conduit contre les « *indigènes* » de l'Europe orientale. Le nazisme a ainsi son Far West dans sa conquête à l'Est. Au-delà de l'admiration connue de Henry Ford ou de Charles Lindbergh pour le Troisième Reich, il faut donc souligner le vif intérêt de nombreux membres des élites économiques¹⁴ américaines pour le modèle fasciste. « *Il y a aujourd'hui un pays où l'on peut voir les débuts d'une meilleure conception de la citoyenneté* », écrivait Hitler en 1924. Mickael Löwy explique qu'« *il se référait à l'effort des États-Unis pour maintenir la "prépondérance de la souche nordique", pour leur politique relative à l'immigration et à la naturalisation. Le projet d'"hygiène raciale" développé dans Mein Kampf prenait pour modèle l'Immigration Restriction Act (1924), qui interdisait l'entrée des États-Unis aux individus souffrant de maladies héréditaires ainsi qu'aux migrants en provenance de l'Europe du Sud et de l'Est*¹⁵. » Cet épisode pourtant important et significatif des relations Europe-États-Unis est cependant totalement masqué, ne cadrant pas avec la nouvelle idéologie dominante voulant découper la réalité politique par l'opposition fallacieuse entre démocratie et totalitarisme. Qu'avaient été le nazisme et le fascisme « *sinon le colonialisme à l'intérieur de pays traditionnellement colonialistes*¹⁶ » ? Ce silence est lourd de conséquences, car, pour Losurdo, il rend impossible toute compréhension sérieuse de nazisme et du fascisme.

De ce point de vue, loin de renvoyer dos-à-dos communisme et nazisme, il semble clair pour Losurdo que la bataille de Stalingrad est précisément un moment clé dans l'émancipation des peuples coloniaux qui fera suite à la seconde



guerre mondiale. « *Une telle bataille annonce par avance la défaite du projet de Troisième Reich, qui se proposait de créer son empire colonial en Europe orientale pour une part à la condition d'"Indiens" (à décimer afin de permettre la germanisation des territoires conquis), d'autre part à la condition de "Nègres" (destinés à travailler comme esclaves ou semi-esclaves au service de la "race des seigneurs"). Stalingrad marque l'arrêt de la tentative de reprendre et de radicaliser la tradition coloniale et la division internationale du travail qui va avec : ce n'est pas un hasard si la défaite infligée au projet hitlérien d'édifier les "Indes allemandes" en Europe orientale se mêle à un irrésistible mouvement d'émancipation des peuples coloniaux*¹⁷. »

Le communisme hors de l'utopie

Enfin, un dernier pan de l'œuvre du philosophe italien se penche sur l'histoire du socialisme afin de mieux repenser son échec et son avenir. Pour Losurdo, si une nouvelle réflexion et une nouvelle attitude face à l'étude de l'histoire du socialisme sont absolument nécessaires, c'est précisément parce qu'il perçoit dans l'utopisme et le messianisme révolutionnaire des textes canoniques l'une des raisons des échecs et des luttes qui déchireront l'histoire de la Révolution bolchevique. En effet, pour lui, l'horreur absolue qu'a pu constituer la Première Guerre mondiale a renforcé l'idée d'un socialisme comme antithèse totale de la société capitaliste, le socialisme signifiant donc nécessairement l'abolition de la famille, de l'État, du pouvoir – Ernst Bloch allant jusqu'à parler de



la «*transformation du pouvoir en amour*» – de l'argent, du commerce et de la division du travail, des inégalités... Cette vision totalement messianique n'est pas uniquement partagée par les ouvriers et paysans, mais également, à différents niveaux, par les dirigeants bolcheviques eux-mêmes. Ainsi, les principales figures de la Révolution s'affrontent sur diverses questions théoriques renvoyant toujours applications concrètes et visées révolutionnaires dos-à-dos. Il perçoit alors dans cet utopisme et ce messianisme l'origine d'une violence révolutionnaire accrue. Ainsi, la volonté d'imposer à la société soviétique les impératifs des textes classiques nécessite d'exercer une plus grande violence sur les rapports sociaux existants. Abolir la famille, la division du travail, la propriété, l'État, sont des entreprises menant nécessairement à des formes de violence sociale très aiguës. Proclamer que «*le droit est l'opium du peuple*» et que «*l'idée de constitution est une*

idée bourgeoise» rend alors aisé «*de justifier n'importe quelle mesure terroriste pour faire face à l'urgence, mais surtout, le passage à une normalité constitutionnelle, rejetée dès le départ comme "bourgeoise", apparaît comme très problématique, voire impossible*¹⁸». Ici, les revendications universalistes abstraites et utopistes, par leur manque de contenu concret, stimulent la violence au lieu de l'empêcher. D'une certaine façon, «*l'état d'exception radicalise l'utopie jusqu'à la rendre abstraite et cette utopie abstraite renforce ultérieurement et rend insurmontable l'état d'exception*¹⁹».

Ce problème prend une dimension particulièrement importante lorsqu'il se réfère à la question de l'économie et du pouvoir d'État. Ce sont précisément ces deux questions qui ont posé de très sérieux problèmes – à la fois théoriques et pratiques – sous le socialisme : le rejet radical du marché, et donc la difficulté de penser les rapports entre plan et marché, ainsi que le rejet pratique



Ici, Losurdo cherche à prendre au sérieux Lukács²² quand il considère que l'épaisseur de l'être social est trop souvent sous-estimée par le marxisme. Pour lui, «*l'histoire du "socialisme réel" est également l'histoire de la prise de conscience (partielle, contradictoire et douloureuse) du caractère illusoire*» d'une perspective imaginant, avec la fin du capitalisme, la fin de l'État et de tout antagonisme. «*Il ne faut pas perdre de vue l'épaisseur de l'être social de l'État, de la nation, de la langue, de la religion, du marché, l'épaisseur de tout ce qui avait été appelé à disparaître. Plus encore que l'idéalisme de la première nature, il faut combattre l'idéalisme de la seconde nature: c'est dans cette perspective qu'apparaît essentielle l'élaboration d'une ontologie de l'être social. À mes yeux, théorie générale du conflit d'un côté et ontologie de l'être social de l'autre sont les deux fondements sur lesquels on peut reconstruire le matérialisme historique et donner un nouvel élan au projet d'émancipation révolutionnaire issu de Marx et Engels*²³.»

Cet enjeu fondamental ne sera jamais résolu par un hypothétique «*retour à Marx*», n'apportant, en réalité, aucune solution concrète (ce qui nous renvoie, d'une certaine manière, à la formule de Rossana Rossanda, déclarant que «*de Marx nous sommes en train de revenir à Marx*²⁴»). Pour Losurdo, les enjeux du mouvement communiste ne sont justement pas la réaffirmation de l'utopie et du messianisme, mais, au contraire, l'élaboration des contenus concrets de ce qu'a été réellement l'expérience révolutionnaire. Il ne s'agit pas uniquement d'offrir une lecture alternative du socialisme comme expérience historique, mais de proposer une réflexion sur les catégories d'analyse que nous utilisons pour penser son échec et son avenir. ■

A lire également sur www.revuedeslivres.fr :
«Marx et le libéralisme», un entretien
avec Domenico Losurdo, par Pam Nogales
et Ross Wolfe.

(non formel) d'un véritable État de droit perpétuant de manière indéfinie l'état d'exception. Les bolcheviques ont ainsi échoué à établir «*une forme politique relativement stable de gestion du pouvoir*²⁰». Si Losurdo ose poser la question de la place du marché dans le socialisme – bien qu'il n'en précise pas les modalités concrètes –, il élargit son questionnement à propos du socialisme *politique* en y voyant un système de gouvernement inachevé n'ayant pas réussi à penser l'importance de la limitation du pouvoir au sein de la nouvelle classe dominante. Sur ce point Losurdo souligne la différence avec la doctrine libérale qui saisit rapidement l'importance du rôle du marché dans le développement des forces productives, mais également «*la nécessité de limiter le pouvoir (bien que seulement à la faveur d'une communauté réduite de privilégiés)*²¹». L'histoire du socialisme devient alors ce que Losurdo nomme un «*processus d'apprentissage laborieux et inachevé*».

NOTES

- 1. Karl Marx et Friedrich Engels, *L'Idéologie allemande*. ■ 2. Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, Paris, Éditions sociales, 1968, p. 211. ■ 3. Domenico Losurdo, *Controstoria del liberalismo*, Rome-Bari, Laterza, 2005. ■ 4. *Ibid.* ■ 5. Domenico Losurdo, *Démocratie et bonapartisme*, trad. de J.-M. Goux, Paris, Le temps des cerises, 2007. ■ 6. Domenico Losurdo, *Staline*, trad. de M.-A. Patrizio, Bruxelles, Aden, 2011 p. 251 et 433. ■ 7. Domenico Losurdo, *Fuir l'histoire?*, trad. de L. Acone, Paris, Delga, 2007, p. 113. ■ 8. Cité dans Stefano G. Azzara, *L'Humanité commune*, trad. d'A. Monville, Paris, Delga, 2001, p. 14. ■ 9. Entretien avec Domenico Losurdo, disponible sur: www.jolimai.org. ■ 10. *Ibid.* ■ 11. *Ibid.* ■ 12. Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, trad. de C. Malamoud et M. Angeno, Paris, Gallimard, 1983, p. 164. ■ 13. Friedrich Engels, *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, 1844. Disponible sur: marxists.org. ■ 14. Michael Löwy, «Précurseurs et alliés du nazisme aux États-Unis», in *Le Monde diplomatique*, avril 2007, disponible sur le site du *Monde diplomatique*. ■ 15. *Ibid.* ■ 16. Domenico Losurdo, *Le Pêché originel du xx^e siècle*, trad. de J.-M. Goux, Bruxelles, Aden, 2007, p. 6. ■ 17. Cité dans Stefano G. Azzara, *L'Humanité commune*, op. cit., p. 166. ■ 18. Domenico Losurdo, *Staline*, op. cit., p. 137. ■ 19. Domenico Losurdo, *Fuir l'histoire*, op. cit., p. 138. ■ 20. Domenico Losurdo, *Staline*, op. cit., p. 189. ■ 21. Entretien avec Domenico Losurdo, disponible sur: www.jolimai.org. ■ 22. Voir Georg Lukács, *Ontologie de l'être social*, trad. de J.-P. Morbois, 2 vol., Paris, Delga, 2011 et 2012. ■ 23. Cité dans Stefano G. Azzara, *L'Humanité commune*, op. cit., p. 167-168. ■ 24. Rossana Rossanda, «De Marx à Marx», in *Les Temps Modernes*, n° 282, janvier 1970, p. 1042.